

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 18/12/2024

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FORMAGE PLASTIQUE sa

2 AVENUE SUZANNE LENGLEN
79200 Châtillon-Sur-Thouet

Références : 0007201682/2024/410
Code AIOT : 0007201682

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SOCIETE FORMAGE PLASTIQUE sa implanté 2 AVENUE SUZANNE LENGLEN 79200 Châtillon-sur-Thouet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative à la prévention de la dispersion des granulés de plastiques dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FORMAGE PLASTIQUE sa
- 2 AVENUE SUZANNE LENGLEN 79200 Châtillon-sur-Thouet
- Code AIOT : 0007201682
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Spécialisée dans le thermoformage des matières plastiques, la société SFP (SOCIETE FORMAGE PLASTIQUE) travaille essentiellement du polystyrène en bobine.

Les produits qu'elle fabrique sont en grande partie destinés à diverses industries opérant dans les domaines de l'alimentaire, bien qu'ils ne soient pas généralement en contact avec les denrées ou boisson destinées à l'alimentation humaine.

Actuellement, l'entreprise utilise 13 000 tonnes de matières premières sous forme de bobines. L'objectif de l'entreprise est, à terme, d'assurer la collecte et le recyclage de 60 % de sa production.

L'établissement dispose d'un arrêté d'enregistrement en date du 11 avril 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Demande d'action corrective	1 mois
4	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	1 mois
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/04/2022, article 1.2.1	Sans objet
3	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise SFP a connaissance du décret relatif à la gestion des granulés plastiques industriels. Elle a mis en place une organisation lui permettant d'identifier les sources potentielles de dispersion des granulés dans l'environnement et pris les dispositions nécessaires pour assurer le nettoyage et la récupération de ces produits. Elle dispose d'équipements appropriés pour réaliser ces opérations. Bien qu'un état des lieux interne par rapport au décret ait été effectué et qu'un plan d'action existe, l'audit initial réglementaire n'est pas formellement réalisé par un organisme accrédité. De plus, les contrôles semestriels internes ne sont pas mis en œuvre par la société SFP. L'exploitant déclare que ces contrôles semestriels pourront prendre la forme d'audits de poste dans le futur. Il est donc demandé à l'exploitant de se positionner sur un échéancier de mise en œuvre.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de publier les conclusions du rapport initial (une fois réalisé) sur son site internet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2022, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique de la nomenclature			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Régime
2661-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de). 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b. supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	32 t/j	E
2661-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de). 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a. supérieure 20 t/j	32 t/j	E
2663-2	« Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas (hors état alvéolaire ou expansé) et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	7 700 m ³	D
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 ; Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	900 m ³	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	81,28 kW	D

Constats :

L'exploitant avait déposé en 2020 à la préfecture des Deux-Sèvres un porter à connaissance visant notamment la modification de ses installations, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Cette modification a ensuite fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 11 avril 2022.

L'exploitant avait prévu un réaménagement global de son site :

- démolition et reconstruction d'une partie de l'atelier thermoformage et équipements connexes,
- réaménagement de la zone de stockage des moules métalliques (mise en place de l'activité finition),
- modification de la zone de stockage de produits finis,
- création d'un bâtiment et réorganisation de l'îlot n°6,
- création d'un stockage complémentaire en partie ouest du site (îlot n°9).

Tout ou partie de ce réaménagement n'a pas été engagé par l'exploitant, compte tenu de la situation des marchés entre 2022 et 2024. Ainsi, l'atelier de thermoformage et ses équipements connexes n'ont pas été reconstruits et la création en partie ouest d'un stockage complémentaire n'a pas été réalisée.

L'exploitant a évoqué l'élaboration d'un porter à connaissance, qui serait déposé dans le courant du premier trimestre 2025, portant notamment sur l'agrandissement de la partie stockage des matières premières du magasin de bobines et sa couverture par des panneaux photovoltaïques. L'exploitant est actuellement en cours de réflexion sur plusieurs configurations. Il est accompagné dans ce projet par un bureau d'études spécialisé.

L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur la nature de l'augmentation des volumes stockés et l'ajout de panneaux photovoltaïques, leurs incidences sur les différentes modélisations des flux thermiques et les conséquences sur le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et la récupération des eaux d'extinction.

L'exploitant s'est engagé à communiquer rapidement les éléments une fois la configuration finale arrêtée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.

A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'établissement est bien concerné par les dispositions dudit décret. La société Formage Plastique est spécialisée dans le thermoformage des matières plastiques : elle travaille essentiellement du polystyrène en bobine mais elle produit et stocke des granulés de plastiques dans le cadre du recyclage de ses produits fabriqués. Les produits qu'elle fabrique (plateaux de transport) sont en grande partie destinés à diverses industries opérant principalement dans les domaines des industries verrière, cosmétique, automobile, etc.

Les plateaux produits sont récupérés chez les clients puis regroupés sur le site de Châtillon-sur-Thouet. Dans un second temps, ces plateaux sont broyés puis conditionnés en big-bags, acheminés vers des entreprises spécialisées en extrusion pour y subir des opérations de transformations et revenir vers le site sous forme de bobines, prêtes à être thermoformées pour de nouvelles pièces. Les caractéristiques dimensionnelles des broyats de plateaux répondent à la définition d'un Granulé de plastique industriel. L'établissement est donc soumis aux dispositions du décret.

Informé de la parution du décret, l'exploitant a réalisé un diagnostic initial en interne et a établi un plan d'action au regard des différents items identifiés par le décret. L'exploitant indique être notamment adhérent d'un nouveau syndicat professionnel depuis 2 ans (POLYVIA).

L'exploitant n'a pas réalisé l'audit initial par un organisme accrédité Cofrac. Toutefois, l'exploitant précise s'être engagé dans une démarche de certification ISO9001 et 14001 dans laquelle il souhaite inscrire ce point qu'il avait bien identifié. Il est également rappelé que cet audit doit être renouvelé tous les 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'engager sur un échéancier de réalisation de l'audit initial sans que le délai de réalisation ne puisse excéder 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions

<p>des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1^{er} janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement ont bien été identifiées par l'exploitant. L'inspection a consulté le plan du document opératoire ENV002 qui précise leur localisation.</p> <p>Elles regroupent notamment les zones de stockages, les zones de chargement/ déchargement des camions. L'entreprise SFP dispose d'une balayeuse assurant le nettoyage des zones répertoriées par le document ENV 002 et permet aussi le ramassage de granulés par aspiration directe. Les granulés récupérés sont ensuite versés dans les bennes de DIB.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>

Constats :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

Comme exposé au point de contrôle précédent, les zones ont été identifiées par l'exploitant. Le plan a fait l'objet d'une diffusion auprès des opérateurs.

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

Les plateaux arrivant sur site après utilisation ne répondent pas à la définition d'un granulé plastique industriel. On le trouve sous cette forme uniquement après les opérations de broyage des plateaux. Ces broyats sont conditionnés en big-bags et font également l'objet d'une seconde opération de filmage afin de limiter les risques de dispersion dans l'environnement avant de quitter le hall de broyage. Ils sont disposés ensuite sur palette et stockés à l'extérieur.

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

Une procédure en cas d'épandage accidentel est prévue par l'exploitant et communiquée aux personnels. Elle est inscrite également dans les consignes spécifiques de déchargement ou de déchargement (EN.SEC.012.00). L'établissement s'est équipé d'une balayeuse qui permet d'effectuer régulièrement des opérations de nettoyage, d'aspirer les regards et caniveaux présents sur site (véhicule équipé d'une disposition de succion).

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

Le plan de nettoyage DO.ENV.003 précise les fréquences des différentes zones. Ainsi, le bassin de rétention fait l'objet d'un curage au moins une fois par an. Un système de filtration a également été mis en place en avril 2024 au niveau du bassin de rétention. Toutefois, il n'existe pas d'enregistrement de ces derniers. Ils pourraient être utilement ajoutés à la GMAO par exemple.

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

L'exploitant indique l'achat d'une balayeuse automatique. Des précisions sont attendues sur les modalités d'entretien de cet outil et des autres dispositifs mis en place. L'exploitant peut proposer un plan de maintenance préventive qu'il peut intégrer dans la GMAO.

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

Une sensibilisation a été faite auprès des personnels réalisant le nettoyage et les caristes ont été inclus dans la formation, notamment pour les situations de déversement accidentel.

<p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas mis en place de contrôles internes semestriels. Toutefois, il envisage d'intégrer ces contrôles sous la forme d'un audit de poste qui reste à planifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les modalités de maintenance des dispositifs de nettoyage et de mettre en place les contrôles semestriels conformément au décret.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre la procédure de filmage systématique des big-bags de broyés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'audit initial n'a pas été réalisé par l'exploitant (cf. point de contrôle N°2). En conséquence, ses conclusions ne peuvent figurer sur la page internet de la société.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'engager sur un échéancier de réalisation de l'audit initial sans que le délai de réalisation ne puisse excéder 6 mois (cf. point de contrôle N°2). Dès réception, il en publie les conclusions sur son site internet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>